

Ce matin :
**Versez à la
collecte !**

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 13 novembre 2012

Le Ayrault du patronat

Enfin ! Le gouvernement vient de trouver la cause du chômage, des fermetures d'usines et des suppressions de postes. Les responsables ? Pas les licenciés. Mais nos salaires « trop élevés », la durée de notre travail « trop courte » et notre protection sociale « trop avantageuse ». En un mot, nous ne sommes pas assez « compétitifs » dans la course internationale aux profits.

La (baisse de) charge Ayrault-ique

Le MEDEF et sa patronne, Laurence Parisot, ont chaleureusement applaudi au plan socialiste. Et pour cause ! Le gouvernement a choisi Louis Gallois, ex-patron de la SNCF et d'EADS, pour pondre un rapport qui exige un « choc de compétitivité ». Du choc, on est passé au pacte gouvernement-patronat. Et le rapport s'est transformé en plan d'austérité.

Pour la mise en œuvre, le gouvernement a opté pour un mécanisme compliqué. Il y aura une baisse des impôts sur les entreprises de 20 milliards d'euros baptisée « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) dont 10 milliards dès la première année. La réduction d'impôt sera liée à la masse salariale et aux cotisations sociales jusqu'à 2,5 SMIC. Les entreprises paieront donc leurs cotisations sociales et seront remboursées ensuite.

Ce cadeau vient compléter les précédentes exonérations d'impôts patronaux du gouvernement Fillon. Le Parti socialiste, alors dans l'opposition, s'était offusqué des 20 milliards d'euros par an que coûte cette mesure ; aujourd'hui, il double le montant de ce chèque en blanc à l'ordre du patronat.

Le « pacte » de Jean-Marc Ayrault n'est assujéti à aucune obligation en termes d'emploi ou de salaire. Les syndicats patronaux avaient prévenu, il s'agissait de « la ligne rouge » à ne pas franchir. « Ainsi soit-il ! » a conclu le gouvernement.

Des actionnaires repus...

De fait, cette énième coupe dans les impôts patronaux gonflera un peu plus les fortunes des grands actionnaires. 39 milliards d'euros ont été distribués à ceux du CAC 40 en 2011. Ces dernières années, un dixième de la valeur de tout ce qui a été produit par les salariés des entreprises non financières a atterri directement dans les poches de

ces rentiers. Mais bien sûr, le rapport Gallois et autre « pacte » du gouvernement ne soufflent mot du « coût » de la rente que se partagent les actionnaires. Si le « coût du travail », c'est-à-dire le montant de nos salaires directs ou indirects les obnubile, c'est parce que moins ils nous paient, plus ils s'enrichissent. Cela s'appelle l'exploitation !

...et des salariés à la diète

Les 20 milliards d'euros offerts au patronat seront compensés pour moitié par de nouvelles coupes sombres dans les services publics et, pour plus de 7 milliards, par une augmentation de la TVA. Hollande, avait abrogé la TVA « sociale » de Sarkozy après avoir fait campagne contre son caractère antisocial. La revoilà à l'ordre du jour. La TVA est l'impôt le plus injuste parce que ce sont ceux qui consomment leur salaire entier qui y sont le plus soumis, c'est à dire les couches populaires. L'austérité de gauche a le même sale goût que l'austérité de droite.

Du « choc de compétitivité » au « choc » des luttes

Les plans d'austérité pleuvent sur l'Europe au nom de la prétendue compétitivité des entreprises de chaque pays. Mais si les capitalistes se font concurrence, ils s'entendent parfaitement contre les travailleurs des différents pays.

Or c'est une même colère des classes populaires qui s'exprime désormais à travers l'Europe, comme lors des manifestations monstres à Londres, Madrid, Athènes, Rome ou Lisbonne.

Mercredi 14 novembre, plusieurs syndicats appellent à une manifestation dans tous les pays européens. Saisissons cette occasion ainsi que toutes celles qui suivront pour unir nos forces et organiser le contre-choc du monde du travail.

C'est en faisant converger nos luttes, au sein d'un même pays comme au-delà des frontières, que nous imposerons aux exploités les mesures qui répondent à l'urgence sociale : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous et augmentation des salaires et minima sociaux d'au moins 300 euros par mois.

Avis de recherche

L'avance sur la prime de performance de l'établissement, versée tous les ans avec la paie d'octobre, a mystérieusement disparu des feuilles de paie cette année. Les annonces tonitruantes accompagnant d'habitude ce type de prime également. Des fois qu'on ne s'en aperçoive pas...

Prime à la colère

Seuls les établissements d'ingénierie/tertiaire n'ont pas eu d'avance sur la prime de performance. La direction aurait-elle peur d'une réaction dans les usines ? De quoi donner des idées.

Tous les silences ne sont pas d'or

Même mutisme concernant l'avance sur la prime d'intéressement aux résultats financiers, versée habituellement mi-novembre. Tombera ? Tombera pas ? Il est des silences qui ne présagent rien de bon.

Pas en retard pour reprendre l'avance

Prendre dans les poches des salariés pour gonfler la trésorerie en fin d'année : c'est ainsi que les avances sur les primes d'intéressement ont fait les frais du Free Cash Flow. C'est bien connu : les salariés, eux, n'ont pas de problème de trésorerie !

L'apprentissage de l'arnaque

Deux jours avant leur fiche de paie, les apprentis ont reçu un mail où ils apprenaient que leur rémunération baissait... à partir d'octobre. Le service paie leur expliquait que la baisse était même plus forte que prévue à cause d'une « anomalie » dans les calculs qui serait réparée en novembre. Un comble !

A l'origine de ce mauvais coup, un nouvel accord de branche négocié par le patronat de la Métallurgie (dont Renault est partie-prenante) qui, sous prétexte de simplification, supprime la « majoration de persévérance » de 10 % versée aux apprentis. D'où une perte mensuelle d'environ 100 €, voire de 120 € en 3^{ème} année de contrat. Sur des rémunérations déjà bien inférieures au SMIC, c'est considérable.

Blocage de salaires et baisse du pouvoir d'achat : les apprentis sont à la même enseigne que les autres salariés Renault. Bienvenue dans la vie active !

De l'amiante à la tour Chenonceau

La tour Chenonceau à Boulogne a longtemps abrité des salariés Renault. Elle était truffée d'amiante, comme les tours Amboise et Vendôme.

Ce n'est qu'en 2011 qu'un désamiantage a été entrepris. Concernant l'information et le suivi des salariés qui y ont travaillé, on attend encore.

Une collecte pour faire des Étincelles

Aujourd'hui une collecte pour l'Étincelle a lieu aux portes du Technocentre.

Lecteurs fidèles ou occasionnels : votre participation financière est essentielle pour la publication et le tirage de l'Étincelle. **Merci pour votre soutien !**

Serrage de vis en Espagne

Un accord de compétitivité doit être signé aujourd'hui entre Renault Espagne et des syndicats espagnols.

Il prévoit une augmentation des salaires limitée à 50 % de l'inflation, alors que celle-ci repart à la hausse en Espagne (3,5 % en septembre 2012). Il crée un nouveau coefficient d'embauche correspondant à 72,5 % du salaire d'un Professionnel (équivalent P1). Après 18 mois à ce niveau, il faudra ensuite 4 ans pour atteindre 100 % du salaire normal. Autres dispositions : deux jours

travaillés de plus par an, production étendue à 7 jours sur 7 (au volontariat...), primes revues à la baisse...

La direction espagnole promet 1 300 recrutements en échange. Payés à 72,5 % bien sûr, et pas tous en CDI. Sauf que l'application de cet accord dépendra de la direction du groupe : c'est elle qui décidera des volumes de production par site et par pays.

Durant les négociations, la direction est revenue sur certaines annonces : blocage total des salaires, suppression de primes... Mais cet accord est bien un nouveau recul des conditions de travail et du pouvoir d'achat. Pas d'autre alternative que la compétitivité des luttes pour que cesse cette spirale à la baisse.

Le chantage de la compétitivité

À peine terminées en Espagne, Renault démarre des négociations sur la « compétitivité » en France. La direction est tellement sûre d'elle, qu'elle se paye le luxe de parler au nom des syndicats, en annonçant dans un communiqué interne du 6 novembre un « état des lieux partagé ». Ça promet !

En Espagne comme en France, le chantage à l'emploi est agité pour faire accepter une réduction des salaires et une intensification du travail. Mais cela fait des années que Renault supprime des postes malgré des rémunérations et des conditions de travail revues chaque fois à la baisse.

La direction distribuera la charge de travail (nouveaux véhicules, moteurs, projets...) en fonction de concessions acceptées par les salariés : c'est sa notion du donnant-donnant. Les milliards de crédit d'impôt annoncés par le gouvernement serviront à payer les dividendes et la PPG. Pour augmenter les salaires et obtenir des embauches, il ne faudra compter que sur nous-mêmes.

Basik instinct

78 postes supprimés sur 738 : la Direction Commerciale France est sommée d'accroître sa performance. Nom de l'opération : Basik. Mobilités forcées, réorganisations... : la DCF paye la baisse des ventes, mais ça ne fait pas un client de plus.